

OLIVA ÉRIC

**Professeur des Universités, Agrégé des Facultés de droit (concours 1996)
Classe exceptionnelle**

Né le 30 août 1965

Il s'intéresse au droit constitutionnel, auteur d'une thèse consacrée à l'initiative législative sous la Vème République (Art. 41 de la Constitution), il est également auteur d'un ouvrage de droit constitutionnel (8ème édition, Sirey, 2013) et de nombreux articles.

Il s'intéresse également depuis plus d'une vingtaine d'années aux questions de finances publiques et de fiscalité. Auteur d'un ouvrage de finances publiques publié aux éditions Sirey Dalloz, il enseigne les finances publiques et la fiscalité à la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille, Université d'Aix-Marseille.

Depuis quelques années, il oriente ses recherches vers le droit constitutionnel financier et fiscal et a déjà dirigé dans ce cadre un programme financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR) consacré aux relations entre la Constitution et le Traité de stabilité et de gouvernance au sein de l'Union européenne. Dans le cadre de ce projet plusieurs publications ont été réalisées concernant notamment les droits fondamentaux, l'équilibre budgétaire et la protection juridictionnelle.

Il est de plus directeur du Master recherche de Droit des finances publiques et de fiscalité de la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille, Université d'Aix-Marseille. Il dirige de nombreuses thèses concernant les questions financières, fiscales et constitutionnelles.

Principales publications en droit constitutionnel et parlementaire :

Ouvrages :

- "**L'article 41 de la Constitution du 4 octobre 1958**, Initiative législative et Constitution" thèse réalisée sous la direction de Monsieur le Doyen Louis Favoreu (soutenue le 21 mars 1992) et honorée d'un prix de la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille et d'une subvention en vue de la publication du Ministère de l'éducation nationale ; Collection Droit public positif, Economica-PUAM, Paris, 1998, 603 pages.

- **Droit constitutionnel**, Collection Aide-mémoire, Editions Sirey, 9ème édition, Paris, 2017, 409 pages (avec l'aide de Madame Sandrine Giummarra co-auteur)

- **Les Grandes décisions du Conseil constitutionnel**, (ouvrage collectif), 18^{ème} édition, Dalloz, Paris 2016 (Commentaire de 12 décisions du Conseil constitutionnel essentiellement financières et fiscales).

Articles

- "**La constitutionnalisation du droit d'amendement**", in La constitutionnalisation des branches du droit, sous la dir. de B. Mathieu et M. Verpeaux, Actes de l'atelier du IIIème Congrès de l'Association française des constitutionnalistes, Collection Droit public positif, Economica-PUAM, Paris, 1998, pp 87-104

- **"La saisine du Conseil constitutionnel : effectivité d'une saisine limitée"**, in *La saisine du juge constitutionnel-Aspects de droit comparé*, Bruylant, Bruxelles, 1998, pp. 127-159
- **"Los actos no-legislativos del parlamento francés"**, in *Los actos del parlamento, instituciones de derecho parlamentario*, Vol. II, Eusko legebiltzarra Parlamento vasco, Vitoria-Gasteiz, 1999, pp. 393-477.
- **"La Question prioritaire de constitutionnalité en matière fiscale "**, *Les cahiers de l'ILF*, n° 1, PUAM, Aix-en-Provence 2011, pp. 78-84.
- **« Eugène Pierre et la Constitution : une idée, un outil, une norme »**, à paraître, actes du colloque « Eugène Pierre », Aix-en-Provence, 18 novembre 2016.

Commentaires / notes de jurisprudence

- "Sommaires commentés" Dalloz : Jurisprudence du Conseil constitutionnel de l'année 1994 relative à l'exercice du droit d'amendement (Lien avec le texte en discussion, Limites inhérentes au droit d'amendement), Recueil Dalloz, 1995, 35ème et 41ème cahiers
- "Sommaires commentés" Dalloz : Jurisprudence du Conseil constitutionnel de l'année 1995 relative à l'exercice du droit d'amendement et aux Finances publiques (Lien avec le texte en discussion, Limites inhérentes au droit d'amendement, loi de finances et droit constitutionnel social), Recueil Dalloz, 1997, 15ème et 16ème cahiers
- "Sommaires commentés" Dalloz : Jurisprudence du Conseil constitutionnel de l'année 1996 relative à l'exercice du droit d'amendement, Recueil Dalloz, 1998, 15ème cahier
- "Observations sous Conseil constitutionnel, décision n° 95-366 DC du 8 novembre 1995 Règlement de l'Assemblée Nationale", *Revue française de Droit constitutionnel*, PUF, 1996, n° 25, pp. 145-149
- "Observations sous Conseil constitutionnel, décisions n° 96-381 DC et 96-382 DC du 14 octobre 1996 Règlement de l'Assemblée Nationale et règlement du Sénat", *Revue française de Droit constitutionnel*, PUF, 1997, n° 29, pp. 94-107